

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
en attendant que vos clients vous paient.

Jusqu'à
80%
du montant
des créances

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
www.boafrica.com

LE MEDIUM

www.journal-lemedium.com

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0661 du 15 au 21 Juillet 2025- Prix : 250 F CFA

TOGO- POLITIQUE- MUNICIPALES :



SANTE :
EFFECTIVITÉ DE LA MODERNISATION
DES INFRASTRUCTURES
HOSPITALIÈRES AU TOGO P.5

LES TOGOLAIS P.3
VOTENT CE JEUDI

DANS LA PAIX...
POUR NOTRE COMMUNE!



PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE
0%
1^{er} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR
12 MOIS
REMBOURSABLE SUR

https://togo.coris.bank

EDITO
**PRIVILEGIER
LES CRITIQUES
CONSTRUCTIVES**

Notre société d'aujourd'hui est un fourre-tout. Un nid du bien et du mal. Une société qui transforme et métamorphose l'humain. Un persévérant travail sur soi n'est-il pas recommandé ? Pourrions-nous nous départir des critiques venant de toute part, constructives ou non ?

Pour mener cette réflexion, nous nous servons de Lao Tseu qui affirme : " L'homme de bien n'exige pas de l'autre qu'il soit parfait. Il l'aide à accomplir ce qu'il a en lui de meilleur ".

Que devons-nous comprendre de cette pensée de Lao Tseu ? Evidemment les personnes perfectionnistes ont tendance à avoir une faible estime d'elles-mêmes, car elles prennent les critiques personnellement.

Cependant, les critiques constructives, qui peuvent nous aider à apprendre et à grandir, sont importantes. Essayez de reconnaître qu'une critique saine peut être utile et qu'elle est normale, car elle peut nous permettre de faire mieux. Les erreurs ou les faux pas sont parfaitement normaux en cours de route.

Persévérons tout simplement et privilégions les critiques constructives. Nous en avons absolument besoin.

Crédo TETTEH

LE MÉDIUM
Médias d'Informations
Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos : KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

SOCIÉTÉ:

KAYO LÈTOU PRÔNE LA PAIX ET LE VIVRE ENSEMBLE

" La culture de la paix et de la non-violence, gage d'un développement harmonieux " est le thème autour duquel le Bureau Citoyen de la Commune d'Agoè-Nyivé 1, en collaboration avec la chefferie traditionnelle, les confessions religieuses et les acteurs de la société civile, s'était penché au cours d'une conférence-débat a eu lieu ce vendredi 4 juillet 2025 à Lomé. Le contexte socio-économique tendu par des revendications, l'appel à manifester des Togolais de la diaspora sous-tendent cette initiative.



La table d'honneur

Le but est de sensibiliser les citoyens, particulièrement ceux d'Agoè-Nyivé 1, sur l'importance de préserver la paix, de cultiver le respect mutuel, la tolérance et la non-violence comme fondements de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. Au cours de cette rencontre, plusieurs communications ont été présentées sur des thèmes essentiels tels que le civisme, la culture de la paix, et le développement harmonieux.

Les différents intervenants ont rappelé qu'il est naturel que des divergences surviennent entre

individus, mais que le respect des droits et des valeurs fondamentales de chacun permet d'éviter l'escalade vers la violence. " Le mot d'ordre est clair : éviter à tout prix la violence ", ont martelé les communicateurs. Ils ont également souligné que le civisme, à travers le respect des lois, la responsabilité individuelle, la solidarité et l'engagement citoyen, est un levier essentiel pour instaurer une paix durable.

Le Togo fait face à des tensions sociales accrues, nourries par des revendications économiques et sociales. Ces tensions, parfois marquées par des affrontements,

menacent la stabilité et l'unité nationale. D'où l'importance de cette initiative du Bureau Citoyen, qui vise à renforcer la résilience communautaire, en mettant en avant la paix et le dialogue comme seules issues durables. " La paix et la non-violence créent un environnement favorable au développement, à l'investissement et à l'épanouissement collectif ", a rappelé un intervenant. À l'inverse, la violence détruit les acquis, décourage les investisseurs et freine la croissance.

La conférence a également permis d'aborder le rôle que doivent jouer les leaders religieux dans la

gestion des crises. Il leur est recommandé d'appeler à une économie plus éthique, fondée sur la justice sociale, la dignité humaine et la lutte contre la pauvreté. Les responsables religieux sont appelés à être des médiateurs et des stabilisateurs dans la société, par le biais d'actions de sensibilisation, de prières communes et d'initiatives solidaires pour prévenir les conflits.

Pour Kayo Létou, Coordonnateur du Bureau Citoyen d'Agoè-Nyivé 1, cette conférence-débat a mis en lumière l'urgence de promouvoir une culture de la paix dans le contexte togolais actuel : " Cultiver la paix et la non-violence n'est pas seulement un idéal, mais une nécessité incontournable pour garantir un développement harmonieux et durable ", a-t-il déclaré. L'objectif de cette démarche ne peut être atteint qu'à travers l'implication de tous les acteurs du débat public, ainsi qu'une volonté collective de privilégier le dialogue, la tolérance selon Kayo Létou.

Dodo ABALO

BOA-TOGO :

"BANCORE", LE PODCAST QUI RAPPROCHE LA BANQUE DE SA COMMUNAUTÉ, LANCÉ OFFICIELLEMENT

BOA-TOGO ne cesse d'innover. Elle ne cesse non plus d'impressionner sa clientèle riche et variée. Poursuivant sa dynamique de transformation continue et de proximité avec sa clientèle, Bank of Africa - Togo a encore innové de plus belle. Elle a lancé le podcast de la banque, BANCORE, destiné à informer, sensibiliser et éduquer financièrement les Togolais à travers un canal moderne, accessible et engageant.

Ce podcast, selon les Responsables de BOA-TOGO vise à renforcer la compréhension des services bancaires, tout en créant un lien durable avec sa communauté : clients, jeunes, entrepreneurs, partenaires et collaborateurs. Il s'inscrit dans la stratégie de communication digitale inclusive et reflète également l'engagement de BOA-TOGO pour le développement local et l'inclusion.



BANCORE, contraction de "Bank" et "Core" (le cœur), se veut un espace de dialogue, de vulgarisation et de valorisation des initiatives, produits et innovations de la banque.

Il faut préciser que BANCORE est une production 100% togolaise,

réalisée avec des talents internes et de jeunes créatifs locaux. Le studio a été aménagé par une équipe togolaise, et la ligne éditoriale a été pensée pour correspondre aux réalités, besoins et habitudes des Togolais.

Notons que tous les épisodes sont disponibles sur la chaîne YouTube

officielle de BOA-TOGO, et relayés sur les plateformes Facebook, Instagram, LinkedIn et le site internet de la banque.

Trois formats complémentaires sont proposés pour s'adapter aux préférences et aux rythmes de consommation des publics cibles :

" BANCORE FLASH : capsules vidéo d'1 minute, dynamiques et ludiques, diffusées toutes les deux semaines

" BANCORE EXPRESS : formats explicatifs de 3 à 5 minutes, mensuels

" BANCORE PRO : discussions de fond avec des experts et des invités, d'une durée de 20 à 30 minutes, chaque trimestre.

Avec BANCORE, BOA-TOGO réaffirme sa volonté d'être une banque connectée aux enjeux de son temps, à l'écoute de ses clients, et proche de sa communauté.

Crédo TETTEH

Où écouter BANCORE ?

Canal principal : **YouTube**



Formats BANCORE

Format	Durée	Contenu	Fréquence
BANCORE FLASH	01 à 01 min	Discussions avec experts et invités	1 fois par semaine
BANCORE EXPRESS	03 à 05 min	Explications simples et rapides	1 fois par mois
BANCORE PRO	20 à 30 min	Conversations d'actualité économiques et financières	2 fois par trimestre

TOGO- POLITIQUE- MUNICIPALES :

LES TOGOLAIS VOTENT CE JEUDI

Les électeurs togolais sont appelés aux urnes ce jeudi 17 juillet 2025 dans le cadre des Municipales du 17 juillet 2025. Ils accompliront leur devoir civique en élisant les 1525 conseillers municipaux conformément aux dispositions légales de 2018 sur toute l'étendue du territoire.

Par Crédo TETTEH

Initialement prévues au 10 juillet 2025, ces élections municipales avaient été reportées par décret du Président du conseil faisant suite aux sollicitations formulées par les acteurs politiques. Pour ce qui est de la campagne électorale en vue de ces municipales, elle prendra fin ce mardi à 23h59 minutes. Elle a débuté depuis le 1er juillet sur toute l'étendue du territoire.

Les forces de l'ordre, de sécurité et de défense ont voté hier lundi

Conformément aux dispositions du décret y référant, les forces de l'ordre, de sécurité et de défense ont voté hier lundi sur toute l'étendue du territoire. Soit trois jours avant le scrutin. " Les membres des forces armées togolaises et des forces de sécurité appelés à garan-



tir la sécurité des électeurs et des opérations électorales le jour du scrutin sont autorisés à voter soixante-douze (72) heures avant la date du scrutin ", lit-on dans le décret. On précise que le vote a lieu dans les bureaux de vote désignés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Il est précisé qu'à l'issue du vote, les urnes sont scellées et déposées à la commission électorale locale indépendante (CELI). Les différents documents électo-

raux sont rangés dans des enveloppes scellées et transmises à la CELI. Le dépouillement aura lieu le jour du scrutin général, après le vote de l'ensemble du corps électoral dans les conditions prévues par la loi.

Ces forces de l'ordre ont pour mission de sécuriser tout le processus électoral, notamment la campagne, le vote et l'après vote et ceci jusqu'à la proclamation définitive des résultats par la Cour Suprême.

Une campagne électorale apaisée

Nonobstant quelques appels au report des élections municipales du 17 juillet, formulé par certains partis politiques pourtant en campagne, les activités de campagne électorale se sont bien déroulées dans tout le pays avec le concours de la Force spéciale élections municipales (FOSEM 2025).

Les différents états-majors politiques et indépendants inscrits ont rivalisé d'ardeur sur les terrains en vue d'engranger les voix des 4.637.998 personnes constituant la population électorale, réparties sur l'ensemble du territoire dans 4.609 centres de vote (CRV) et disposant de 12.541 bureaux de vote (BV).

Un peu partout sur le territoire, les partis politiques, les regroupements de partis et les indépendants ont fait la campagne dans la paix et la quiétude. Les menaces à peine voilées de certains, qui appellent à des manifestations la veille et le jour du scrutin, n'ont ébranlé aucunement l'ardeur de tous ceux qui aspirent à la gestion des communes de notre pays. De Lomé jusqu'à Cinkassé, les caravanes ont sillonné les villes et les campagnes. Ceux qui ont fait le choix de la proximité et du "porte à porte "

n'ont rencontré aucune difficulté.

Si le parti au pouvoir a mis le paquet en positionnant des listes dans toutes les communes du pays, les autres partis ont essayé d'exister dans les endroits où ils espèrent damer le pion leurs adversaires du moment. Il faut préciser que 500 listes, avec 82 parties prenantes, furent enregistrées auprès de la Commission électorale indépendante nationale (CENI) et validées par la Chambre administrative de la Cour suprême.

La mission de la FOSEM 2025

Créée par décret présidentiel en date du 26 juin 2025, la Force Sécurité Elections Municipales 2025 (FOSEM 2025) est chargée de garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire national pendant toute la durée du processus électoral.

Cette force avait débuté ses opérations depuis le 30 juin avec l'activation de ses centres opérationnels aux échelles nationale et régionale, et le déploiement de son personnel. Notons que la FOSEM 2025 est mise à la disposition de l'ensemble des candidats et partis politiques pour la réussite de sa mission.

ACCES ELARGI AUX SERVICES ESSENTIELS :

8,34 milliards FCFA pour environ 90 000 bénéficiaires

La région des Savanes continue de bénéficier d'une attention soutenue des pouvoirs publics. Marquée par sa vulnérabilité sociale et économique, cette zone stratégique septentrionale connaît une dynamique nouvelle, portée par d'importants investissements sociaux. Santé, éducation, protection sociale et infrastructures de base..., les services sociaux de proximité s'y renforcent progressivement, offrant aux populations un accès élargi aux services essentiels et une meilleure qualité de vie.

C'est ainsi que le 24 juin 2025, le Gouvernement et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ont procédé à la signature du Procès-verbal des discussions entre les deux parties pour le démarrage de la mise en œuvre du projet conjoint intitulé " Améliorer l'accès équitable et durable à un ensemble intégré de services essentiels pour les enfants du nord du Togo au moyen d'une approche de cohésion sociale ".

En effet, les régions septentrionales du Togo, en particulier les régions des Savanes et de la Kara, ont été touchées par les effets de la crise du Sahel, rendant les personnes vulnérables, déplacées de force par la crise, ainsi que les familles d'accueil, encore plus sus-



Une ve de l'assistance lors de la rencontre

ceptibles de subir des chocs supplémentaires. Cette situation a exercé une pression supplémentaire sur l'accès aux services sociaux de base (santé, eau, hygiène et assainissement, éducation, protection sociale) et a potentiellement détérioré la cohésion sociale, avec l'émergence de conflits à tous les niveaux. Il sera mis en œuvre sur la période de 2025 à 2029 et couvre les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène et la protection sociale.

On renseigne que le projet vise donc à répondre aux besoins des enfants, notamment des enfants déplacés et des communautés d'accueil, au moyen d'une approche de cohésion sociale visant à renforcer les services sociaux et la cohésion dans les régions du Togo touchées par le débordement de la crise au

Sahel.

Au gouvernement, on informe que le projet est structuré en 3 composantes : la Composante 1 qui concerne l'amélioration des systèmes de santé, d'éducation et d'assainissement pour les enfants de 0 à 5 ans a pour objectif de permettre à 8 000 enfants âgés de 0 à 5 ans à l'horizon 2029 d'accéder à un ensemble intégré de services de développement de la petite enfance de qualité dans un environnement propre, sain et sûr dans les régions des Savanes et de la Kara. La Composante 2, qui a trait à l'amélioration des systèmes de santé, d'éducation et d'assainissement pour les enfants de 6 à 12 ans, a pour objectif de cette composante est de permettre à 62 000 enfants âgés de 6 à 12 ans à l'horizon 2029 d'accéder à un ensemble intégré de

services sociaux de base de qualité dans un environnement propre, sain et sûr dans les régions des Savanes et de la Kara. Quant à la Composante 3, il s'agit d'amélioration des systèmes de santé, d'éducation et d'assainissement pour les enfants et les adolescents âgés de 13 à 18 ans. " Elle a pour objectif de permettre à 9 465 enfants et adolescents de 13 à 18 ans d'acquies à l'horizon 2029 les compétences nécessaires à leur avenir dans un environnement propre, sain et sécurisé dans les régions des Savanes et de la Kara ", renseigne-t-on.

Il est à rappeler que le nouveau projet fait suite à une première phase du projet financé par la KOICA de 2019 à 2022 à hauteur de 5 650 000 dollars US et intitulé " Améliorer l'accès équitable et durable à une éducation de qualité pour tous les enfants du nord du Togo ". L'objectif principal de cette première phase était d'augmenter l'accès équitable à une éducation de qualité et aux opportunités d'apprentissage dans un environnement sûr et sain pour les filles et les garçons, en particulier les enfants les plus marginalisés dans les districts ciblés du Togo. " Ce projet avait contribué à renforcer les efforts du pays dans (i) l'accès à une éducation équitable et inclusive, (ii) l'amélioration des

résultats d'apprentissage dans l'éducation de base et les opportunités d'apprentissage et (iii) l'accès à l'eau et aux installations sanitaires dans les écoles, les établissements de soins de santé et les communautés voisines ", fait savoir le gouvernement.

Bon à savoir, le coût global du nouveau projet s'élève à 13 908 929 USD soit environ 8,34 milliards FCFA repartie comme suit : 13 000 000 USD soit 7,8 milliards FCFA de la KOICA, 809 137 USD soit environ 485,48 millions FCFA de l'UNICEF et 99 792 USD soit environ 59,87 millions FCFA du PAM. En général, le projet contribuera à consolider les acquis du Programme d'urgence pour le renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS) en cours de mise en œuvre dans le contexte de crise sécuritaire à laquelle la sous-région en général et le Togo en particulier fait face depuis quelques années. Mis en place initialement dans la région des savanes, le PURS a été étendu depuis 2023 à toutes les régions du pays et vise à intensifier le déploiement des services sociaux de base au profit des populations afin de renforcer leur résilience, préserver leur sécurité et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

ZOZO

TOGO : L'UNICEF ET LE GOUVERNEMENT CÉLÈBRENT LE MOIS DE LA PARENTALITÉ AVEC LE FILM "ÊTRE PARENTS"



Le gouvernement togolais et l'UNICEF ont célébré le Mois de la Parentalité à travers une projection de film le samedi 12 juillet dernier. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Mois de la Parentalité, lancé par l'UNICEF pour valoriser le rôle des parents. Le film projeté, "Être Parents", met en avant l'importance d'éduquer les enfants avec amour, respect et sans violence.

Pour la représentante de l'UNICEF au Togo, Dr Erinna C. Dia, un bon parent doit aimer, écouter et parler avec son enfant. Il faut éviter les châtiements corporels. Les enfants doivent aller à l'école, jouer et se sentir protégés. Ils doivent se sentir aimés et accompagnés pour bien grandir. C'est cela la parentalité positive.

Chaque année, le mois de juin est consacré à la parentalité dans le monde. C'est l'occasion de rappeler le rôle fondamental des parents dans la vie des enfants. Au Togo, le gouvernement et l'UNICEF unissent leurs efforts pour soutenir les familles et promouvoir une éducation bienveillante.

Cette projection a rassemblé près de 300 participants, dont des parents, enfants et acteurs sociaux. L'événement a permis de sensibiliser le public sur l'importance d'un environnement familial sain. Il marque aussi une étape clé dans la mise en œuvre du Programme National de Parentalité Positive pour les années 2024 à 2028.

@macie.ig

ENTREPRENEURIAT : PARTICIPEZ À UN AFTER-WORK GRATUIT CE VENDREDI À LOMÉ

Le ministère en charge de la jeunesse et de l'emploi des jeunes organise, ce vendredi 11 juillet à Lomé, un afterwork gratuit sur l'entrepreneuriat. La rencontre, prévue à la BlueZone de Cacaveli, connaîtra la présence d'un invité surprise.

Au cours des échanges, les participants auront l'opportunité de discuter des défis rencontrés dans le parcours entrepreneurial, de partager des bonnes pratiques et de s'inspirer des réussites locales. L'initiative se veut un espace d'écoute et de motivation pour encourager l'innovation et renforcer l'écosystème entrepreneurial.

Il y a quelques jours, un meet-up avait mobilisé de nombreux jeunes entrepreneurs et porteurs de projets, témoignant de l'intérêt pour ces cadres d'échanges. L'ambition du gouvernement à travers ces actions est de stimuler l'esprit entrepreneurial chez les jeunes, de faciliter l'accès aux ressources et aux réseaux, et ainsi contribuer à la création d'emplois durables.

Source : @Republiquetogolaise.com

FISTULES OBSTÉTRICALES : UNE CAMPAGNE MÉDICALE GRATUITE EN COURS JUSQU'AU 31 AOÛT

Une campagne de prise en charge gratuite des fistules obstétricales est en cours



sur le territoire national. L'initiative, organisée en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), vise à identifier et à traiter les femmes souffrant de cette pathologie.

Les enregistrements, prévus jusqu'au 31 août, s'effectuent dans les directions régionales de la santé sur le territoire. Pour rappel, la fistule obstétricale est une lésion survenant généralement lors d'un accouchement difficile et long. Elle se manifeste par la perte continue d'urines et ou de selles à travers l'appareil génital féminin.

Source : @Republiquetogolaise.com

ECONOMIE :

La mise en œuvre du programme appuyé par le FMI a été globalement satisfaisante

L'Économie togolaise affiche **des signaux verts, avec un taux de croissance attendu à 6,2% en 2025, après 6,3% en 2024. C'est l'annonce faite à l'agence nationale de la BCEAO à Lomé au cours de la session du Conseil national de crédit (CNC), au titre du deuxième trimestre de l'année en cours. " Les réformes entreprises ces dernières années ont permis à l'économie de démontrer des signes de résilience. En effet, comme annoncé au début de l'année, le taux de croissance économique est projeté à 6,2% en 2025, après 6,3% en 2024.**

Tous les secteurs devraient contribuer à cette croissance, en particulier le secteur tertiaire. Les données disponibles indiquent que sur les trois premiers mois de l'année, la conjoncture macroéconomique est globalement favorable, avec un indice du chiffre d'affaires dans les services marchands qui a progressé de 5,2% en glissement annuel. Par ailleurs, les taux d'inflation et d'endettement sont contenus dans les normes communautaires", fait-on savoir au ministère de l'économie et des finances.

Sur le financement de l'activité économique par les banques, des nouvelles mises en place de crédit ont progressé de 19% en un an à 286 milliards au terme des trois premiers mois de l'année. " Je me réjouis particulièrement que la part des financements en faveur des TPME (Très petites, Petites et Moyennes Entreprises) a augmenté pour atteindre 44%, contre 37% à la même période de l'année précédente ", a déclaré Essowè Barcola, le ministre de l'économie et des finances.

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), lors de sa deuxième revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) en faveur du Togo, a aussi relevé quelques performances de l'économie togolaise induite par les réformes mises en œuvre par le gouvernement. Ainsi, les perspectives à moyen terme sont globalement favorables, avec une croissance soutenue et continue. La croissance économique a atteint environ 5,3 % en 2024 et devrait atteindre 5,2 % en 2025, puis 5,5 % par an par la suite, selon les projections des services du FMI, sauf chocs négatifs majeurs. L'inflation globale a reculé à 2,6 %

en avril 2025 et l'inflation sous-jacente (qui exclut les prix de l'énergie et des produits frais) a reculé à 1,3 % (moyennes annuelles).

Entre autres réalisations, les autorités ont augmenté les recettes fiscales conformément aux objectifs, tandis que les recettes non fiscales ont dépassé les projections. Les autorités sont encouragées à redoubler d'efforts pour assainir leurs finances publiques tout en préservant la croissance et en renforçant l'inclusion. Le FMI accède à la demande des autorités d'un assouplissement limité de l'objectif de déficit budgétaire pour 2024 et d'un report d'un an, à 2027, de l'objectif consistant à ramener la valeur actualisée de la dette au-dessous de 55 % du PIB. Ces modifications trouvent un juste équilibre entre la nécessité de répondre aux menaces sécuritaires et celle de renforcer la viabilité de la dette.

Le FMI salue les efforts que les autorités déploient pour réduire les risques pour le secteur financier et les finances publiques en recapitalisant la dernière banque publique, qui ont renforcé le respect des normes réglementaires par la banque. Des efforts supplémentaires seront nécessaires



Essowè Barcola, MEF

pour remédier aux violations restantes des normes réglementaires et restructurer les activités de la banque afin d'assurer sa stabilité et sa rentabilité. " La croissance est restée robuste et l'inflation a continué de ralentir. Les perspectives économiques à moyen terme sont favorables, avec une croissance soutenue et robuste, mais des risques élevés subsistent ", fait observer le FMI.

La mise en œuvre du programme appuyé par le FMI a été globalement satisfaisante : les autorités ont atteint tous les objectifs quantitatifs à fin décembre 2024, à l'exception du critère de réalisation relatif au solde budgétaire, et ont respecté tous les repères structurels dus depuis l'achèvement de la première revue de l'accord au titre de la FEC.

ARTISANAT :

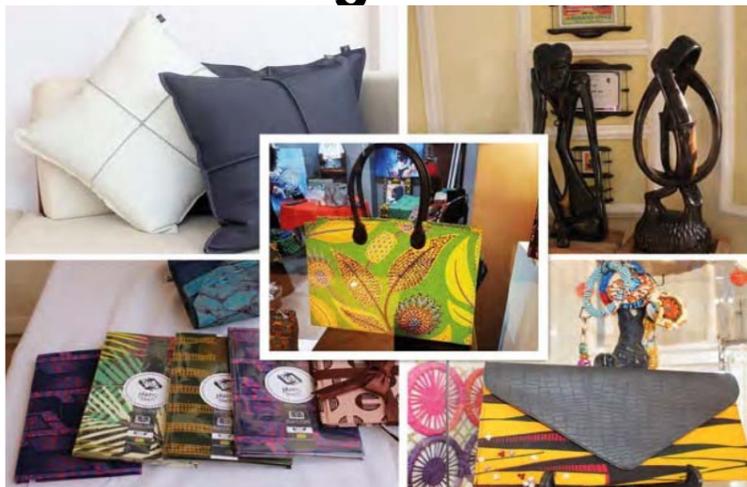
Un soutien sans faille du gouvernement aux jeunes

L'usage (CFA) est une étape importante pour l'insertion professionnelle des jeunes artisans. Il leur donne accès au marché du travail. Ainsi, pour soutenir et faciliter l'obtention de ce diplôme, le gouvernement met en œuvre plusieurs initiatives.

Le ministère de l'Artisanat, en collaboration avec celui de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, a lancé en juin 2025 une vaste opération foraine de remise des diplômes du CFA. Une première du genre, cette initiative vise à remettre, dans des délais raccourcis, les attestations à plus de 45 000 apprentis admis à la dernière session du CFA. Débutée dans la capitale, l'opération va s'étendre aux autres régions du pays. La remise de ces diplômes s'inscrit dans le prolongement d'une réforme majeure amorcée par le gouvernement depuis 2024 : la digitalisation du processus d'examen du CFA.

La digitalisation du processus d'inscription et de délivrance des diplômes

Avec un nombre sans cesse croissant d'apprenants passant le CFA chaque année, les procédures traditionnelles devenaient de plus en plus lourdes, ralentissant ainsi le traitement des dossiers et l'accès au diplôme. Face à cette situation, le ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a procédé au lancement de la plateforme de digitalisation de l'examen du Certificat de fin d'apprentissage en 2025.



Cette plateforme permet aux candidats de suivre l'évolution de leur demande d'inscription et d'obtention du diplôme en temps réel, évitant les déplacements inutiles aux Chambres de métiers. Grâce à cette solution, les candidats peuvent désormais s'inscrire en ligne, suivre l'évolution de leur dossier et obtenir leur diplôme dans un délai de 6 mois après les résultats.

La gratuité des frais d'inscription aux examens

Les frais d'inscription aux examens du CFA au Togo, comme pour les autres examens scolaires, sont gratuits pour les candidats scolaires. Cette gratuité a été instaurée par le gouvernement comme une mesure d'aide aux élèves et aux parents, et est entrée en vigueur depuis l'année scolaire 2020-2021.

Depuis la mise en place de cette mesure, l'examen du CFA, ainsi que les autres examens scolaires, connaît un nombre élevé de candidats. Les inscriptions se font généralement via l'établissement de formation pour les

candidats scolaires, qui se charge de la démarche sur l'application Cyclades.

La mise en œuvre des projets d'accompagnement des jeunes

Le gouvernement met en œuvre plusieurs projets d'accompagnement des jeunes. Parmi eux figure le Projet triennal de formation professionnelle et d'appui à l'insertion socioéconomique, qui a permis la création du Centre d'apprentissage d'Anié, spécialisé dans la formation aux métiers de la menuiserie aluminium, de la coiffure et de la couture.

Aussi, le Projet ENJEF-PACS cible les jeunes vulnérables, notamment les filles et les jeunes femmes, en les accompagnant dans l'apprentissage de métiers et en les mettant en stage. Par ailleurs, le Programme d'insertion pour les diplômés de l'enseignement technique vise à insérer un grand nombre d'apprenants, dont des apprentis, dans divers secteurs d'activité tels que l'électricité, la chaudronnerie et la construction

métallique.

On peut rappeler aussi le Projet d'Appui à l'Insertion Socioprofessionnelle des Jeunes Artisans (PAIPJA). Lancé sur initiative personnelle du Chef de l'Etat et mis en œuvre de 2011 à 2015, le PAIPJA a permis de renforcer les capacités entrepreneuriales et matérielles de 5000 jeunes artisans en vue de faciliter leur insertion professionnelle pour lutter contre le chômage et le sous-emploi. En vue de faciliter l'accès des bénéficiaires du PAIPJA au micro crédit, un partenariat avec la Coopérative d'Épargne et de Crédit aux Artisans (CECA) a été noué à travers la mise en place d'un fonds de garantie d'un montant de 100 millions de F CFA.

On évoque aussi des facilités négociées pour permettre la participation massive des artisans aux foires et expositions nationales et internationales et donner une visibilité à leurs produits. organisation du Salon national de l'artisanat (SANA) en marge de la Foire internationale de Lomé-FIL (Depuis 2008) ; Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou -SIAO- au Burkina Faso / Salon International de l'Artisanat de la Femme -SAFEM- au Niger / Marché Ivoirien de l'Artisanat -MIVA- en Côte d'Ivoire ; appui technique et organisationnel aux organisateurs de la Foire Artisanale de Togo (depuis 2008) ; mise en place, avec l'appui du CODEPA, d'un Centre de Ressources Pays (CRP) doté d'une galerie virtuelle pour faciliter la commercialisation en ligne des produits **artisansaux**.

SANTÉ :

Effectivité de la modernisation des infrastructures hospitalières au Togo

Le secteur de la santé connaît une transformation progressive portée par une volonté politique d'améliorer l'accès aux soins et de moderniser les infrastructures sanitaires sur l'ensemble du territoire.

Construction d'unités de soins périphériques au Togo

Le Togo a réalisé des avancées dans le secteur de la santé, avec un impact notable sur. Selon les dernières statistiques, en seulement 3 ans, de 2020 à 2023, l'indicateur de l'accessibilité géographique aux soins est passé de 71 % à 90,7 %. " Cette amélioration est le fruit d'une politique soucieuse de la vie du peuple ", affirme le gouvernement.

Dans la préfecture de Doufelgou par exemple, 5 nouvelles Unités de soins périphériques (USP) ont vu le jour en juin 2025 : l'USP de Doga-Kawa dans le canton de Siou, celle d'Agbandé, de Tchitchidè à Kpaha, de N'tienta Défalé et de Hounti à Kadjalla. La construction de ces services sanitaires s'inscrit dans le cadre de l'ambitieux projet Services de santé essentiels de qualité pour la couverture sanitaire universelle (SSEQUCU). Dans cette dynamique, pas moins de 86 nouvelles formations sanitaires ont été construites, tandis que 60 autres ont été rénovées à la fin de l'année 2023.

Les autorités indiquent que cet effort d'investissement à travers le SSEQUCU, estimé à 40 milliards de francs CFA, vise à moderniser et étendre le réseau de soins pour une meilleure prise en charge des populations. Les nouvelles structures viennent ainsi compléter le dispositif existant, qui comptait déjà plus de 700 USP réparties sur le territoire en 2022, essentielles pour une proximité des soins.

Par ailleurs, un objectif de 80 000 consultations est envisagé pour la pre-



Le ministre Tchinn Darre sur un chantier du CHU KARA

mière année d'opération des nouvelles unités, après avoir déjà enregistré 700 patients dans les structures existantes. Toutes les régions sont concernées par cet élan. En juin 2025, dans la région maritime (hors Lomé), on recensait environ 120 USP, ce qui portait le taux de fréquentation à 50,3 %. Dans les Plateaux, 150 USP avec un taux de 44,4 %. Dans la région centrale, environ 100 à 110 USP avec un taux de 67,9 % ; dans la région de la Kara, 110 USP pour 76,9 % de fréquentation. Et enfin, dans la région des Savanes, 90 USP avec un taux de 61,1 %.

CHU Kara, Dogta Lafié, des hôpitaux de référence

Le Centre hospitalier universitaire de Kara, est l'un des établissements de référence du septentrion, qui se distingue aujourd'hui comme un symbole de cette ambition gouvernementale. Le CHU Kara a longtemps joué un rôle stratégique dans le dispositif sanitaire national. Il dessert non seulement les patients des régions septentrionales, mais aussi ceux en provenance des pays frontaliers. Conscient des défis liés à l'évolution démographique et aux besoins de santé croissants, le gouvernement a engagé un vaste programme de réhabilitation et d'équipement de cette structure hospitalière. Il faut relever que le besoin

qui se cache derrière la réhabilitation du CHU Kara est celui d'une prise en charge plus optimale.

En juin 2025, le ministère de la Santé a apprécié les avancées notables sur plusieurs chantiers en cours, notamment le projet Ellipse lancé en 2024. Celui-ci prévoit la construction de 2 bâtiments clés pour la prise en charge des patients. Le bâtiment A comprendra les services d'urgence, de réanimation, des blocs opératoires et des services d'imagerie médicale. Le bâtiment B est pour la maternité, la pédiatrie et la chirurgie gynécologique et obstétrique. Les travaux, à la date susmentionnée, enregistraient un taux d'exécution de 35 %, ont constaté les autorités.

À ces réalisations se greffe la construction d'un service d'hémodialyse au service des patients atteints d'insuffisance rénale chronique. Une fois prêt, ce bâtiment contiendra des lits de dialyse, une salle de traitement d'eau et plusieurs espaces techniques. À la date de juin 2025, le taux d'avancement des travaux est estimé à 15 %. Les travaux du bâtiment des spécialités médicales devraient être achevés dans 3 mois.

L'infrastructure permettra ainsi d'améliorer de façon considérable la prise en charge spécialisée au CHU Kara, surtout en matière de cardiolo-

gie, de pneumologie, de gastro-entérologie ou de neurologie. En ce qui concerne le projet KfW, qui table sur la rénovation de la maternité et des blocs opératoires gynécologiques, il présente des travaux exécutés à 80 %.

En fait, le nouveau plateau technique du CHU Kara, une fois toutes ces réalisations faites, sera plus conforme aux normes internationales, permettant une prise en charge efficace des urgences médico-chirurgicales et des pathologies complexes autrefois référées à Lomé. Cette modernisation des infrastructures s'accompagne d'un renforcement des ressources humaines. Le CHU Kara bénéficie aujourd'hui de la présence de spécialistes formés aussi bien au Togo qu'à l'étranger. Par ailleurs, le CHU joue un rôle majeur dans la formation pratique des étudiants en médecine, en pharmacie et en soins infirmiers issus des facultés et écoles de santé des universités publiques, contribuant à étoffer le capital humain médical.

Dogta-Lafié, un joyau de la santé au nord de Lomé

L'hôpital Dogta-Lafié, implanté à Agoè-Nyivé, au nord de la capitale, est une formation sanitaire de haut standing. S'étendant sur un domaine de 11 000 m², il est conçu pour offrir des soins de qualité supérieure. Il est composé de huit blocs interconnectés par un bâtiment central de distribution, optimisant ainsi la circulation et l'accès aux différents services. L'hôpital dispose de 22 salles de consultation, de 160 lits d'hospitalisation, de suites et de chambres répondant aux standards internationaux, ainsi que de chambres individuelles et doubles pour répondre aux différents besoins des patients. Cette infrastructure de pointe témoigne de la volonté du Togo de doter ses citoyens d'établissements de santé modernes et bien équipés.

Zozo

UMOA : LE PRÉSIDENT DU CONSEIL INFORMÉ SUR LA SITUATION DE L'UNION



Le Président du Conseil, Faure Essozimma Gnassingbé a reçu vendredi 11 juillet à Lomé, le Gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean Claude Kassi Brou. La rencontre s'inscrit dans le prolongement des réunions statutaires des organes de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA), tenues dans la capitale togolaise le lundi 7 juillet.

Au cours de l'entretien, le gouverneur a fait au Président du Conseil, le point sur la situation économique, monétaire et financière dans l'Union. Globalement, il en ressort des indicateurs satisfaisants, avec notamment une croissance soutenue et des niveaux d'inflation maîtrisés.

Les échanges ont également porté sur les perspectives à court et moyen terme, avec un accent particulier sur le maintien de la stabilité macroéconomique et la poursuite du financement de l'économie. L'objectif commun, a rappelé le haut-fonctionnaire, demeure la réalisation des ambitions des Etats membres en matière de croissance économique, de développement et d'emploi.

"Nous avons depuis lundi tenu la réunion des instances de l'UMOA. Cette occasion nous a permis d'échanger avec le Président du Conseil sur les perspectives actuelles, la situation en termes de croissance économique et en matière d'inflation. Les indicateurs sont bons et la situation aussi de notre position extérieure est bonne", a détaillé Jean Claude Kassi Brou à l'issue de l'audience.

Pour rappel, la BCEAO est l'Institut d'émission commun aux Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Source : @Republiquetogolaise.com

MUNICIPALES : TOGBÉ HONORÉ MESSAN KANKOË RÉAFFIRME SON SOUTIEN INDEFECTIBLE A LA LISTE UNIR CONDUITE PAR MICHEL KUEVIDJIN



La commune d'Anamé-Antioin, située dans la préfecture des Lacs (Lacs 4), a vibré au rythme d'un grand meeting populaire organisé dans le cadre de la campagne électorale municipale de 2025. Ce rassemblement hautement symbolique, qui a mobilisé les populations venues en grand nombre, a été marqué par un soutien de taille : celui du Chef du village d'Anamé, Togbé Honoré Messan Kankoë à la liste du parti Union pour la République (UNIR), conduite par le maire sortant Michel Kuevidjin.

Personnalité respectée et voix influente dans la communauté, Togbé Honoré Messan Kankoë a, par sa présence et ses mots, réaffirmé publiquement son attachement aux idéaux du parti au pouvoir, et son soutien ferme à l'équipe UNIR engagée dans la conquête d'un second mandat municipal. Ce geste fort n'a pas laissé indifférent les participants, qui ont salué l'engagement du chef traditionnel, perçu comme un gage de stabilité et de cohésion sociale dans la commune. Dans son intervention chaleureuse et empreinte de reconnaissance, Michel Kuevidjin prenant la parole au nom de ses concitoyens, a exprimé sa profonde gratitude envers Togbé Honoré Messan Kankoë pour son dynamisme, son militantisme actif, ainsi que pour son soutien constant et sans faille au parti UNIR et à son président, Faure Essozimma Gnassingbé.

"Le soutien de notre chef traditionnel n'est pas seulement symbolique. Il est le reflet d'une confiance renouvelée envers notre projet politique pour Anamé-Antioin, basé sur le développement participatif, la proximité avec les populations et la valorisation de notre patrimoine local", a déclaré le maire sortant. Durant le meeting, plusieurs intervenants, issus aussi bien de la société civile que des structures de base du parti UNIR, ont pris la parole pour réaffirmer leur engagement à faire triompher la liste UNIR au soir du scrutin. Les témoignages ont convergé sur un point : la vision de continuité et de progrès portée par Michel Kuevidjin et son équipe a déjà commencé à transformer la commune et mérite d'être consolidée pour les cinq années à venir.

Le meeting s'est clôturé dans une ambiance festive, rythmée par des chants, danses folkloriques et slogans en faveur d'UNIR, illustrant l'adhésion massive des populations locales aux idéaux du parti. Pour de nombreux habitants d'Anamé-Antioin, cette journée restera gravée comme un moment fort de communion autour d'un même objectif : assurer la victoire d'UNIR dans les urnes et garantir la poursuite des actions de développement local entreprises sous le mandat en cours.

Dodo ABALO

SANTÉ : Le cri d'alerte des biologistes médicaux du Togo

Les biologistes médicaux étaient en Assemblée générale extraordinaire ce samedi 5 juillet 2025 à Lomé, au siège du Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT). Les membres de l'Association des Biologistes Médicaux du Togo (ABM-Togo) ont lancé un cri du cœur. Venus de toutes les régions du pays, ces professionnels de la biologie médicale ont dressé le bilan de leurs actions passées, évoqué les nombreux obstacles auxquels ils font face, et surtout exprimé leur volonté de contribuer pleinement à la santé publique, à travers un cadre juridique équitable.

Les difficultés rencontrées par les biologistes médicaux togolais dans l'exercice de leur profession étaient au cœur de leurs discussions, notamment dans le secteur privé.

Le président de l'ABM-Togo, Dr. Kossi Kobo, n'a pas mâché ses mots. Il a mis en lumière les nombreuses frustrations de la corporation : " Nous contribuons significativement aux résultats des départements de la santé, à la production de données statistiques sanitaires utilisées aux niveaux national et international. Et pourtant, force est de constater que notre corporation perd progressivement les acquis qui



Dr Kossi Kobo

nous permettaient d'exercer avec conscience professionnelle, moralité et expertise. "

Pour le patron de l'ABM-Togo, les récentes discussions autour de la révision du Code de la Santé ont révélé un désintérêt préoccupant pour les enjeux liés à la biologie médicale. " Des personnes censées comprendre l'importance de notre rôle dans les missions de santé publique sont venues à la disette. Cette situation ternit l'image de notre pays et sabote la vision inclusive que nous avons pour notre système sanitaire. ", a-t-il indiqué.

Parmi les défis majeurs évoqués, figure l'interdiction pour les biologistes médicaux diplômés d'ouvrir leurs propres laboratoires. Une situation que le président de l'ABM juge incompréhensible et injuste : " Un mécanicien formé sur le tas peut ouvrir un

atelier, mais un biologiste médical, diplômé d'universités reconnues, ayant suivi des spécialisations et intervenant dans les programmes du ministère de la Santé, se voit refuser ce droit. C'est un non-sens ", a-t-il regretté. Pire encore, ces biologistes dénoncent des pratiques qui mettent directement en danger la vie des patients. A les en croire, des personnes non qualifiées exploiteraient les cachets de biologistes officiels sans supervision, compromettant la fiabilité des résultats d'analyses. " Ces résultats, souvent produits sans aucun contrôle réel, mettent en péril la santé des patients ", a affirmé Dr. Kobo.

Il faut que le futur Code de la Santé consacre les droits des biologistes médicaux à exercer leur métier en toute légalité et dans des conditions qui garantissent la qualité des soins. " Ce texte de loi est capital. Il définit les prérogatives de chaque corporation et doit intégrer nos recommandations. Nous allons rester éveillés et mobilisés jusqu'à la validation finale. Ce que nous défendons, ce n'est pas seulement notre avenir professionnel, c'est l'accès universel à des soins fiables pour tous les Togolais ", a souligné le président.

Loin de se limiter à une simple analyse critique, l'Assemblée a été l'occa-

sion pour les membres de l'ABM de renouveler leur engagement à œuvrer pour l'excellence, la formation continue et la promotion de la santé publique. Malgré les entraves, le président Kobo se veut optimiste : " Nous partons de loin, mais nous sentons aujourd'hui un vent nouveau, une mobilisation réelle qui nous encourage à aller de l'avant. "

L'ABM-Togo appelle à la solidarité de tous les biologistes médicaux et à un engagement constant pour faire reconnaître leur rôle crucial dans le système sanitaire togolais. Leur combat, ont-ils rappelé, n'est pas une revendication corporatiste, mais une exigence de justice et de responsabilité envers les populations. Pour conclure Dr Kobo confie qu' " Il y a des zones au Togo où il n'y a pas de laboratoire, où les malades sont traités à l'aveugle, faute de diagnostics fiables. Nous ne pouvons pas rester indifférents. Ce que nous voulons, c'est accompagner le ministère de la Santé dans sa mission. Être des acteurs à part entière d'une santé publique accessible, moderne, et sécurisée. "

L'ABM-TOGO dit être conscient de la souffrance des Togolais et veut travailler dans le sens d'un soulagement de tous.

Dodo ABALO



MISE AU POINT DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Depuis quelques temps circulent sur les réseaux sociaux, des vidéos et informations mensongères sur l'Office Togolais des Recettes (OTR). Les dernières en date mettent en cause un prétendu véhicule de l'OTR qui aurait servi à enlever des jeunes lors des manifestations politiques des 5 et 6 juin 2025.

L'office Togolais des Recettes condamne avec la dernière rigueur ces allégations mensongères et provocatrices, particulièrement les dernières, qui visent à compromettre la bonne collaboration qui existe entre l'OTR et les populations dans le cadre de sa mission régalienne de collecte des recettes publiques et tient à faire la mise au point suivante :

- 1- Le véhicule incriminé, immatriculé TG- 9664-AK ne fait pas partie de la flotte de l'OTR et toute personne intéressée pourrait en faire la vérification auprès du service compétent, notamment, la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires
- 2- La raison évoquée pour attribuer ce véhicule à l'OTR est le paiement de la TVM à travers le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) de la section TVM de l'OTR. Nous tenons à préciser que tous les paiements de la TVM se font systématiquement à travers le NIF de la section TVM de l'OTR (1001698465) . Il s'agit ici du NIF de rattachement de toutes les recettes pour le compte de la section TVM et non du NIF du propriétaire du véhicule.
- 3- Aucune unité de l'OTR ne dispose d'un véhicule immatriculé en son nom, mais au nom de l'Office Togolais des Recettes. A ce titre la section TVM ne saurait disposer d'un véhicule immatriculé en son nom.
- 4- L'auteur des vidéos est entièrement responsable des allégations incriminant ce véhicule.

Fait à Lomé le 12 juillet 2025,

Philippe Kokou B. TCHODIE

Le Commissaire Général p.i

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : +228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Le saviez
vous ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

en attendant que vos
clients vous paient.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP 



www.boatogo.com

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

